



COMMISSION COMMUNALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP

Décret n° 95-260 du 8 Mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale
de Sécurité et d'Accessibilité.

PROCÈS-VERBAL du **20 JUIN 2025**

Dossier Ville n° 2015/0017b

Dossier PREVENORD n° 130 963

Rapporteur : Lieutenant DASSONNEVILLE Olivier - SDIS du Nord

Affaire suivie par : CHERET Magalie - Ville de Lille

Établissement : BUREAU DE POSTE - LA HALLE AUX SUCRES

Adresse : 33, AVENUE DU PEUPLE BELGE

Commune : LILLE

Types : W, L, X

Catégorie : 2^{ème}

Effectif : 793 personnes

Objet : Visite de réception du réaménagement de l'établissement La Poste

Date de la visite : 26 mai 2025

Date de la dernière visite : 13 mars 2025 - AVIS DEFAVORABLE

AVIS

Après en avoir délibéré, la Commission communale de Sécurité émet un **AVIS FAVORABLE** à la réception des travaux de réaménagement et à l'ouverture au public de l'établissement La Poste.

Cet avis permet de lever l'avis défavorable à l'exploitation du groupement d'établissements faisant suite à la visite périodique.

Pour Le Maire de Lille et par délégation,
Le Président de la Commission
Communale de Sécurité,

Jacques RICHIR

Membres présents :

- M. Didier JOSEPH FRANCOIS, Adjoint au Maire de Lille ;
- Lieutenant Olivier DASSONNEVILLE, Sapeur-pompier préventionniste, SDIS du Nord ;
- Mme Magalie CHERET, Chargée de sécurité et d'accessibilité des ERP, Ville de Lille.

Autres personnalités :

- M. Manuel AFONSO, RUS ;
- M. Maxime DUMINIL, CSSI ;
- M. Gauthier HAAGE, MOA La poste immobilier ;
- M. Fanely RENOTTE, Assistant MOA La poste immobilier.

CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Activités de l'établissement : Salle de danse, salle de bridge, tribunal d'instance, conseil des prudhommes, stockage archéologique, police nationale, **La Poste**.

L'effectif de cet établissement est déterminé de la façon suivante :

Conformément aux articles W3, X2 et L3, l'effectif théorique du public est calculé de la façon suivante :

3^{ème} étage :

- Salle de danse (type X) - selon la déclaration d'effectif : 19 personnes ;
- Salle d'association du club de bridge (type L) - selon le nombre de sièges, soit 120 personnes.
- Soit un sous-total de 139 personnes/public.

2^{ème} étage :

- 2 salles d'audience (type L) - selon le nombre de sièges, 100 et 19 personnes, soit 119 personnes ;
- 2 salles de conciliation (type L) - selon le nombre de sièges, 19 et 19 personnes, soit 38 personnes ;
- 2 zones d'attente et 2 salles délibéré (type W) - à raison de 1 personne / 10 m², soit (39,25 m² + 16,45 m² + 42,45 m² + 40,85 m²) / 10, soit 15 personnes ;
- 7 Bureaux (type W) - à raison de 1 personne pour 10 m², soit 86,46 m² / 10, soit 9 personnes.
- Soit un sous-total de 181 personnes/public.

1^{er} étage :

- 2 salles d'audience (type L) - selon le nombre de sièges, soit 127 + 59 personnes, soit 186 personnes ;
- 1 salle délibéré (type W) - à raison de 1 personne pour 10 m², soit 29,93 m² / 10, soit 3 personnes ;
- 7 salles d'audition (type L) - selon le nombre de sièges, 5 salles de 5 personnes, 2 salles de 6 personnes, soit 37 personnes ;
- 1 salle attente nationalité (type L) de 22,51 m² - selon le nombre de sièges, 1 salle de 6 personnes, soit 6 personnes ;
- Zone d'attente audience (type W), à raison de 1 personne pour 10 m², soit 151,94 m² / 10, soit 16 personnes ;
- Soit un sous-total de : 248 personnes/public.

Rez-de-chaussée :

- Police nationale (type W) - selon le déclaratif de 2 personnes ;
- **La poste (type W) - selon le déclaratif de 32 personnes.**

- Soit un sous-total de : 34 personnes/public.

Soit un effectif de 602 personnes/public.

L'effectif du personnel déclaré est de :

3^{ème} étage :

- Stockage archéologique ERT : 2 personnes ;

2^{ème} étage :

- Bureaux ERT tribunal d'instance et Conseil des Prud'hommes : 100 personnes.

1^{er} étage :

- Bureaux ERT tribunal d'instance : 65 personnes
- Logement du concierge : 2 personnes (inoccupé au moment de la visite périodique)

Entresol :

- Stockage archéologique ERT : 5 personnes ;

Rez-de-chaussée :

- Police nationale (type W) : 10 personnes ;
- **La poste (type W) : 7 personnes.**

Soit 191 personnes/personnel.

Soit un effectif total de 793 personnes.

Conformément à l'article R143-19 du Code de la Construction et de l'Habitation et à l'article GN1, l'établissement est classé en type W, L, X, de 2^{ème} catégorie.

TEXTES APPLICABLES

- Code de la Construction et de l'Habitation.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public.
- Arrêté du 5 février 2007 modifié, relatif aux dispositions particulières concernant les établissements à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles à usages multiples. (Type L)
- Arrêté du 21 avril 1983 modifié, relatif aux dispositions particulières concernant les administrations, banques et bureaux. (Type W)
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié, relatif aux dispositions particulières concernant les établissements sportifs couverts. (Type X)
- Circulaire du 3 mars 1982 relative aux Instructions Techniques prévues dans le règlement de sécurité des Établissements Recevant du Public, complétée par la Circulaire du 21 juin 1982 et la Circulaire du 30 décembre 1994.
- Instruction Technique n° 246, relative au désenfumage dans les Établissements Recevant du Public.
- Instruction Technique n° 249, relative aux façades.
- Arrêté du 23 juin 1978, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire.

- Arrêté préfectoral du 27 avril 2017, relatif à l'approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) dans le département du Nord.

SITUATION ADMINISTRATIVE

Date de commission	Désignation¹ ED - VR - VP VSLAD - EDLAD EDPRESC	Avis Favorable (F) Défavorable (D) Sans Avis (SA)	Motivation de l'avis. N° de Permis de Construire ou Autorisation de travaux et nature des travaux
05/06/1984	VP du 05/06/1984	Nombreuses prescriptions	/
18/11/1993	VR du 21/10/1993	7 prescriptions	Création d'une salle d'activités sportives au rez-de-chaussée
23/11/2000	VP du 24/10/2000	SA	Absence du directeur unique de sécurité
22/05/2002	VP du 04/04/2002	D	Absence d'un directeur unique de sécurité
22/02/2007	VP du 11/01/2007	SA	Absence d'un membre du groupe de visite
26/11/2009	VP du 27/10/2009	D avec caractère dangereux	Nombreux manquements au regard de la sécurité incendie
29/11/2012	VP du 29/10/2012	D avec caractère dangereux	Absence d'un dépôt de dossier visant à la mise en sécurité de l'établissement, absence d'un responsable unique de sécurité, nombreux manquements au regard de la sécurité incendie
27/05/2016	ED	F	AT N°059350 16 O0175 (Travaux de réaménagement et de mise en sécurité de l'établissement)
25/11/2016	VR du 15/09/2016	F	1 ^{ère} phase des travaux de mise en sécurité de l'établissement (isolement du local archives au rez-de-chaussée, aménagement du tribunal d'instance au R+1, réaménagement du conseil des Prud'hommes au R+2, remplacement de la centrale SSI avec mise en place de la DI aux R+1 et R+2)
25/11/2016	ED	F	AT N°059350 16 O0448 (Travaux de remplacement du SSI et de mise en sécurité de l'établissement)
29/03/2019	VP du 08/02/2019	D	Travaux de mise en sécurité non achevés
29/03/2019	VR du 08/02/2019	F	Extension du SSI, remplacement des 2 ascenseurs et installation d'un élévateur pour personnes en situation de handicap
19/12/2019	ED	F	AT N°059350 19 O0501 (Travaux concernant les locaux du bureau de police situés au rez-de-chaussée et à l'entresol : mise aux normes accessibilité, mise en

			conformité électrique, rénovation des plafonds suspendus, rénovation des revêtements sols et murs, aménagement d'un nouvel espace sanitaire pour le public et le personnel)
19/12/2019	ED	F	AT N°059350 19 O0502 (Réserves muséales et archéologiques : réaménagement et mise en conformité sécurité incendie de ces locaux)
24/06/2021	ED	F	AT N°059350 21 O0172 (Travaux de mise en conformité de l'éclairage des parties communes et remplacement des faux-plafonds du rez-de-chaussée des parties communes)
02/02/2022	Désignation du RUS		M. Manuel ALFONSO
28/04/2022	VP du 10/02/2022	D	Non-achèvement de la mise en sécurité incendie du groupement d'établissement
28/04/2022	VR du 10/02/2022	F	Réaménagement et mise en accessibilité des bureaux de la Police Distribution des réserves archéologiques en plusieurs volumes de stockage Division du club de bridge Mise en conformité de l'éclairage et remplacement des faux plafonds des parties communes
22/02/2023	ED	F	Extension du SSI A à la poste
20/12/2023	VR du	F	Extension du SSI A à la poste
25/04/2025	ED	F	AT 059350 25 O0112 Réaménagement de l'établissement
25/04/2025	VP 13/03/2025	D	Cet avis est motivé par le non-achèvement de travaux de mise en sécurité incendie du groupement d'établissements

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement est placé sous une direction unique de sécurité assurée par Monsieur Manuel AFONSO depuis le 02/02/2022.

L'établissement comprend, en plus des parties communes (circulations horizontales et verticales) :

Au R+3 :

- La salle de danse de 291,2 m² (présence d'un report du système de sécurité incendie) ;
- Le local du club de bridge de 615 m² ;
- Un local de stockage archéologie ;
- Des locaux techniques (chauffage) ;
- Des locaux inoccupés sous détection ;

Au R+2 :

- Le conseil des Prud'hommes (2 salles d'audience de 125,90 m² et 43,70 m², 2 salles de conciliation de 54,56 m², 2 zones d'attente, 2 salles des délibérés (39,25 m² + 16,45 m² + 42,45 m² + 40,85 m²), bureaux ERT totalisant 540,31 m², locaux techniques, locaux archives) ;

Au R+1 :

- Le tribunal judiciaire de Lille en R+2/R+1 (accueil, 2 salles d'audience de 203,86 m², 1 salle des délibérés de 29,93 m², 7 salles d'auditions de 106,20 m², zones d'attente audience et salle nationalité de 22,51 m², bureaux ERT tribunal d'instance totalisant 544,76 m², salles de réunion et formation, locaux techniques) ;
- Logement du concierge inoccupé ;

A l'entresol : locaux de stockage archéologique sur 1523 m² ;

Au RDC :

- Police Nationale (R+1/RDC) sur 364 m² ;
- Locaux de la Poste (R+1/RDC) sur 320 m² (ERP : 107 m²) ;
- Le local d'archives du Tribunal ;
- Le local SSI ;
- Local poubelles, locaux techniques.

Conception et desserte du bâtiment

L'établissement se compose de 5 niveaux (R+3/RDC dont 1 entresol).

Il est desservi par 2 voies échelles.

Il dispose de 2 façades accessibles aux services de secours.

Isolement par rapport aux tiers

Cet établissement est isolé de tout bâtiment ou local occupé par des tiers.

L'établissement, au terme des travaux d'isolement, présente les tiers mitoyens et/ou superposés et/ou en intercommunication suivants :

- La salle Camelot située au RDC, rue de la Halle ;
- La Mairie de quartier située au RDC, rue de la Halle ;
- La galerie d'art « Le Carré » située au RDC, à l'angle de la rue de la Halle et de la rue des Archives ;
- La crèche, halte-garderie et maison de quartier situées aux RDC et entresol, à l'angle de la rue des Archives et de l'Entrepôt ;
- Les salles d'activités sportives du centre social situées au RDC, rue de la Halle ;
- La salle polyvalente située aux RDC et entresol, rue de l'Entrepôt.

Résistance au feu des structures

Le SSI de catégorie A avec extension de la détection à l'ensemble de l'établissement constitue une compensation à l'absence de certitude sur le degré de résistance au feu de certains planchers (qui devraient être coupe-feu de degré 1 heure).

Distribution intérieure et compartimentage

La distribution intérieure est obtenue par un cloisonnement traditionnel.

Locaux à risques particuliers

Les locaux à risques importants sont les suivants : Local sous-station

Les locaux à risques moyens sont les suivants : Archives, locaux techniques, TGBT, stockage, rangement, réserves.

Dégagements

Niveaux et effectifs	Cumul d'effectifs	Nombre de sorties exigées	Nombre d'unités de passage exigées	Nombre de sorties réalisées	Nombre d'unités de passage réalisées
R+3 Club de danse 19 personnes		1	1	1	1
R+3 Stockage archéologique ERT 2 personnes		1	1	1	1
R+3 Salle de bridge 120 personnes		2	3	2	6
R+3 TOTAL 141 personnes	141	2	3	3	8
R+2 Grande salle d'audience 100 personnes		2	2	3	5
R+2 Petite salle d'audience 19 personnes		1	1	3	4
R+2 Salle de conciliation 1 19 personnes		1	1	1	2
R+2 Salle de conciliation 2 19 personnes		1	1	1	1
R+2 Salle des délibérés 5 personnes		1	1	3	3
R+2 Salle des délibérés 4 personnes		1	1	3	3
R+2 Bureaux Présidence 9 personnes		2	6	3	8
R+2		2	2	2	4

ERT 100 personnes					
R+2 Zones d'attentes 6 personnes		/	/	/	/
R+2 TOTAL 422 personnes	422	2	6	3	8
R+1 Salle d'audience 1 127 personnes		2	3	3	6
R+1 Salle d'audience 2 59 personnes		2	2	2	4
R+1 Salle des délibérés 3 personnes		1	1	3	3
R+1 Salle d'audition 1 5 personnes		1	1	1	1
R+1 Salle d'audition 2 5 personnes		1	1	1	1
R+1 Salle d'audition 3 5 personnes		1	1	1	1
R+1 Salle d'audition 4 5 personnes		1	1	1	1
R+1 Salle d'audition 5 5 personnes		1	1	1	1
R+1 Salle d'audition 6 6 personnes		1	1	1	1
R+1 Salle d'audition 7 6 personnes		1	1	1	1
R+1 Zones d'attente 22 personnes		/	/	/	/

R+1 ERT 67 personnes		/	/	/	/
R+1 TOTAL 737 personnes	737	3	8	3	8
Entresol Stockage archéologie 5 personnes		1	1	1	3
RDC Police nationale 12 personnes		1	1	2	2
RDC La Poste 39 personnes		2	1 + acc	2	2
Totale RDC 793 personnes	793	3	8	3	8

S : Sortie - UP : Unité de passage

Observations relatives aux dégagements : /

Prise en compte des personnes en situation de handicap

L'établissement ne dispose pas de procédure d'évacuation des personnes en situation de handicap basée sur l'aide humaine - **Cf. PRESCRIPTION**

L'établissement est doté d'Espaces d'Attente Sécurisés (EAS) situés :

- R+3 : Indéterminé
- R+2 : Bureau 1.20, réfectoire
- R+1 : palier de l'escalier

Désenfumage

Le désenfumage est assuré par :

- Un désenfumage mécanique pour les circulations horizontales (circulations horizontales du tribunal d'instance et du conseil des Prud'hommes aux R+1 et R+2) ;
- Un désenfumage naturel pour les escaliers.

Localisation	ZF concernée	Repère Bouche	Mesure : débits théorique	Mesure : débits de référence	Mesure des débits (Bureau de contrôle)	Observations
Circulation Niveau 1	ZF 1.1	DES 3.1	18000	16243	19166	Satisfaisant
Circulation Niveau 1	ZF 1.2	DES 6	9000	13460	17059	Satisfaisant
Circulation Niveau 1	DES 7.1 D2	7200	12317	14194	Satisfaisant
Circulation Niveau 2	ZF 2.1	DES 3.2	9000	15088	14446	Satisfaisant (-4%)
Circulation Niveau 2	ZF 2.2	DES 7.2 D1	7200	13362	14850	Satisfaisant
Circulation Niveau 2	ZF 2.2	DES 7.2 D2	7200	12317	14194	Satisfaisant

S : Satisfaisant / NS : Non Satisfaisant

Pression entre circulation et escalier niveau 1 (Pa) : 25

Pression entre circulation et escalier niveau 2 (Pa) : 25

Chauffage - Ventilation - Climatisation

Le chauffage est assuré par des appareils de production de chaleur dont l'énergie employée est le chauffage urbain par sous-station pour une puissance de 1200 kW. Cet établissement est doté :

- D'une Centrale de Traitement d'Air (Tribunal d'instance et conseil des Prud'hommes : grande salle d'audience, petite salle d'audience, salle d'audition) ;
- D'une Ventilation Mécanique Contrôlée.

Installations électriques et d'éclairage

L'établissement est doté d'un éclairage de sécurité à fonction d'évacuation (balisage) et d'un éclairage anti-panique (ambiance).

Cet éclairage de sécurité est assuré par des blocs autonomes.

Ascenseurs - escaliers mécaniques et trottoirs roulants

Cet établissement est équipé de :

- Deux ascenseurs électriques ;
- D'un monte-charge électrique (monte-dossiers) ;
- D'un élévateur PMR électrique (entre le R+2 et le R+1- tribunal d'instance/conseil des Prud'hommes).

Installations d'appareils de cuisson

Il existe une cuisine isolée équipée d'appareils de cuisson d'une puissance utile totale installée de < 20 kW, alimentée en électricité.

Moyens de secours contre l'incendie

Nombre d'extincteurs :

- 26 pour les parties communes,
- 13 pour le Conseil des Prud'hommes,
- 35 pour le tribunal d'instance,
- 10 pour les locaux Police Nationale,
- 12 pour le service Archéologie,
- 5 pour les locaux bridge,
- 3 pour la salle de danse,
- 14 pour les locaux de La Poste.

Nombre de colonnes sèches : 2 (1 dans l'escalier A et 1 dans l'escalier B)

L'établissement est doté d'un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A, associé à un équipement d'alarme de type 1 sans temporisation.

Le dispositif d'alerte n'est pas assuré - **Cf. PRESCRIPTION.**

Les plans schématiques et les consignes de sécurité ne sont pas correctement affichés - **Cf. PRESCRIPTION.**

Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

Famille	N°	Adresse	Distance (m)	Débit (m³/h)
HYDRANT	02135	LILLE RUE DE LA HALLE	10	136
HYDRANT	02134	LILLE RUE DE L'ENTREPOT	40	120
HYDRANT	02136	LILLE RUE DE LA HALLE	10	120

La plus grande surface non recoupée représente : $500\text{m}^2 < S \leq 1000\text{m}^2$.

Il est retenu une classe : 2 (Activité retenue pour la détermination de la classe : Salle polyvalente)

Le volume d'eau nécessaire pour la DECI est de 180 m^3 utilisable en 2 heures (soit un débit de $90\text{ m}^3/\text{h}$) réparti sur 1 point d'eau incendie (PEI). Le premier PEI doit être situé à 200 m du risque.

Il est conseillé au maître d'ouvrage de se rapprocher du service public de DECI afin de vérifier les données relatives au PEI repris ci-dessus. De même, le service public de DECI apportera les informations concernant les éventuels travaux susceptibles de modifier l'état des PEI.

Au vu des éléments en notre possession, la DECI est suffisante.

DESCRIPTION DES TRAVAUX A RECEPIONNER

Les travaux réalisés consistent en la modernisation de l'accueil des clients au RDC du bâtiment et les espaces du personnel La Poste au R+1 avec notamment :

- La modification de quelques cloisonnements ;
- La création de nouveaux bureaux de conseillers ;
- Le changement des mobiliers accessibles aux publics ;
- Le changement des sols et plafonds pour ces mêmes espaces ;
- Le changement des luminaires en LED ;
- La création d'un WC PMR au RDC ;
- Le remplacement partiel des équipements de ventilation.

Ils font l'objet de l'Autorisation de Travaux n° 059350 25 00112.

Contrôle de la DECI

Type de contrôle	N°PEI	Date et identité du contrôle	Observations
Contrôle technique du PEI par le SPDECI *	2134 et 2136 2135	ILEO le 03/07/2024 Inconnue	0 Information du 03/07/2015

* Service public de DECI pour les PEI publics ou conventionnés

** Propriétaire des PEI privés

VÉRIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES

Registre de sécurité

	Oui	Non	Observations
Registre de sécurité	x		

Attestations relatives à la solidité (Art. 46 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995)

- Attestation du Maître d'Ouvrage :

Délivrée par : M. François DUPIN

Le : 22/04/2025

- Attestation du Contrôleur Technique Agréé :

Délivrée par : M. Emmanuel DE LACHAUX

Le : 24/04/2025

RAPPORT DE VÉRIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES APRES TRAVAUX			
Nature des vérifications	Nom de l'organisme vérificateur/référence	Date	Observations
CO	SOCOTEC N° d'affaire : 2407885M0000014 Emmanuel DE LACHAUX	24/04/2025	0
AM			0
CH			0
EL – EC			0
MS			0
Type W			0

Coordination SSI

Coordinateur SSI : M. Maxime DUMINIL

Les documents suivants ont été présentés :

- Dossier d'identité du SSI.
- Attestation d'associativité des équipements.
- Procès-verbal de réception de l'installation daté du 12/03/2025.

Attestation relative à la Direction Unique de Sécurité (Art. R. 123-21 du Code de la Construction et de l'Habitation)

Identité du Directeur Unique de Sécurité : M. Dominique SANCTORUM

Adresse : Société MSVA - 7 rue Pierre Salmon - 51 430 Bezannes

ESSAIS RÉALISÉS LORS DE LA VISITE PÉRIODIQUE du 13/03/2025

Type d'essai	Observations	Résultat
Alarme	Sur détection incendie (couloir face Police) Pas de temporisation Evacuation du public vers le point de rassemblement	SATISFAISANT
Manœuvre des issues de secours	Ouverture complète et sans résistance des portes des IS	SATISFAISANT

OBSERVATIONS

L'article L122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation précise que « Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative, qui vérifie leur conformité aux règles d'accessibilité prévues à l'article L. 161-1 et, lorsque l'effectif du public et la nature de l'établissement le justifient, leur conformité aux règles de sécurité contre l'incendie prévues aux articles L. 141-2 et L. 143-2. »

L'attention du pétitionnaire ou de l'exploitant est attirée sur les dispositions de l'article R143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation : « Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les Commissions de Sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement. »

Le groupement d'établissements est doté d'un Défibrillateur Automatisé Externe.

Dans un premier temps, le groupe de visite a procédé à la lecture des documents techniques de vérifications périodiques réglementaires.

Dans un second temps, le groupe de visite a procédé à la visite de l'établissement.

Constat durant la visite :

- Limiter le potentiel calorifique - **Cf. PRESCRIPTION ;**
- Toutes les IS ne sont pas déverrouillées en présence du public - **Cf. PRESCRIPTION ;**
- Un DAI, est suspendu, non fixé - **Cf. PRESCRIPTION.**

La visite de réception de ce jour permet de lever l'avis DEFAVORABLE de l'ensemble de l'établissement ; avec la fin des travaux, la commission de sécurité incendie considère que la mise en sécurité est finalisée.

Néanmoins, il a lieu de lever les prescriptions émises lors de la visite périodique de l'ensemble du groupement d'établissement du 13/03/2025 (Commission du 25/04/2025)

PRESCRIPTIONS

Numéro	Prescription	Référence	Antériorité
1.	Lever les prescriptions émises lors de la dernière visite périodique de l'ensemble du groupement d'établissement.	Art. R143-34 du CCH	/
2.	Respecter la ou les solutions retenues par l'exploitant pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap	Art. GN8	28/04/2022
3.	Supprimer et interdire les dépôts et stockages dans les locaux non adaptés ou créer des locaux isolés conformément aux dispositions de l'article CO28 (planchers hauts et parois coupe-feu de degré 1 heure, bloc-porte coupe-feu de degré ½ heure avec ferme-porte).	Art. CO 28	25/04/2025
4.	Déverrouiller les issues de secours pendant la présence du public.	Art. CO 35	/
5.	Mettre à jour les plans de l'établissement et les apposer à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.	Art. MS41	/
6.	S'assurer qu'il y a en permanence, un moyen d'alerte fonctionnel même en cas de coupure électrique	Art. MS70	25/04/2025
7.	Refixer le Détecteur Autonome Incendie	Art. MS 72	/



Lille, le **20 JUIN 2025**

Urbanisme et
Aménagement
Service Sécurité et
Accessibilité des ERP

La Poste – DR de Lille
Monsieur DUPIN François
Responsable Local Maitrise d'Ouvrage
55, rue des Moulins de Garance
59035 LILLE

HÔTEL DE VILLE
CS 30667
59033 LILLE cedex

T +33(0)3 20 49 54 79

Commission communale de sécurité
Dossier n°2015/0017b

Objet : Visite de réception de travaux du 26 Mai 2025
BUREAU DE POSTE - LA HALLE AUX SUCRES - 33, AVENUE DU PEUPLE
BELGE à LILLE
Avis : FAVORABLE

Monsieur,

Lors de sa séance plénière, la Commission communale de sécurité a émis un avis **FAVORABLE** relatif à la visite mentionnée en objet.

Il vous appartient de respecter les prescriptions mentionnées par la Commission communale de sécurité dans le procès-verbal joint au présent courrier.

Je vous en souhaite une bonne réception, et vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Maire de Lille et par délégation,
L'Adjoint au Maire,

Jacques RICHIR



